



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE n° 22 du 19 avril 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 avril 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	510
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	510
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	510
Bureau de l'interministérialité	510
Arrêté N° 10.BI.23 du 16 avril 2010 accordant délégation de signature à Madame Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle	510
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	511
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	511
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	511
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal	511
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public	511
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur CONTE Alain, contrôleur.....	512
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public	512
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public.....	512
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public	513
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public	513
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal.....	513
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, receveur des finances de 1 ^{ère} catégorie	514
Arrêté du 31 mars 2010 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation	514
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	514
Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/005 du 2 avril 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	514
Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/006 du 12 avril 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	516
Agence nationale pour la rénovation urbaine	518
Décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général pour l'ordonnancement.....	518
Décision du 24 mars 2010 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour l'ordonnancement.....	518

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Arrêté N° 10.BI.23 du 16 avril 2010 accordant délégation de signature à Madame Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le Code du domaine de l'Etat ;

Vu le Code Civil ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret N° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la Direction Générale des Impôts à la Direction Générale de la Comptabilité Publique en matière domaniale ;

Vu le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 17 décembre 2009 nommant Mme Françoise NOITON, administratrice générale des finances publiques de 1ère classe, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du 23 août 2005 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 octobre 2009 portant création de directions régionale et départementales des finances publiques ;

Vu la décision du 5 mars 2010 du directeur général des finances publiques confiant à compter du 31 mars 2010 la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à Mme Françoise NOITON ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat, ainsi que dans les conventions d'utilisation des immeubles de l'Etat par ces mêmes services.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat. Art. 1 à 5 du décret 2008-1298 du 1er décembre 2008
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombent ;
- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Article 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.128 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 16 avril 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur CONTE Alain, contrôleur

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

A R R E T E

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur CONTE Alain, contrôleur, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de
400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

A R R E T E

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :
800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

A R R E T E

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :
800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1er – Délégation de signature est donnée à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 1 600 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 160 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, receveur des finances de 1^{ère} catégorie

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

AR R E T E

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, receveur des finances de 1^{ère} catégorie, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.
Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 31 mars 2010 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

L'Administrateur général des finances publiques
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;
Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

AR R E T E

Article 1er – M. Jean-Marie LANG, inspecteur et Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
Nancy, le 31 mars 2010

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Françoise NOITON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**Arrêté n° 2010/DDT/SG/FSM/005 du 2 avril 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics**

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

Vu le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.01 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires ;

Vu l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er - La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe et Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs,
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté,
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 - Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 - Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques ;
- les titres de perception en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT.

Article 5 - Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Patrice ARNAULT, chargé du Pôle relais du Pays-Haut à l'effet de signer les titres de perception en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT.

Article 6 - Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général ;

Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », pour les dépenses de fonctionnement ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les engagements juridiques.

Article 7 - Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet ;

10 000 euros HT par commande pour :

Madame Sandrine BACHER, chargée de l'unité « formation et développement des compétences » ;

Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;

Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;

Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;

Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité « communication » ;

Monsieur Christian SAUGET, Chargé de l'unité « patrimoine État » ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité ».

Article 8 - Sur proposition des subdélégataires désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 9 - Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

Pour les opérations comptables relevant des BOP « écologie, énergie, développement durable et mer » :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement ;

Pour les opérations comptables relevant des BOP « alimentation, agriculture et pêche » :

- les engagements comptables et les pièces d'ordonnement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale.

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information ».

Article 10 - Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux » ;

Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 11 - La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 12 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/002 du 28 janvier 2010 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 avril 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/006 du 12 avril 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er - Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 2 - Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 3 - Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 240 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b24 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a1 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Juliette CHAVROCHE, Martine COUDERT, Jany DONATI, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Michel FRANCOIS, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Suzanne LECROART, Noëlle LOMBARD, Régis LORTON, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mathieu RUER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Loïc VANNIER, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMIN, Sylvain XIE, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, Hélène GUIDAT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité : A1 a18 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité : A1 a18 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A6 a1 ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a18 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a19 à A1 a21, A1 a26, A1 a29, A1 a35 ;

Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 4 - En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

- par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 à A1 a9, A1 a11, A1 a12, A1 a15 à A1 a17, A1 a18 à A1 a25, A1 a28, A1 a33 ;

- par Monsieur Patrick VIARD, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant le numéro de référence A1 a36 ;

en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

- par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 5 - Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliements des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 6 - L'arrêté de subdélégation de signature n° 2010/DDT/SG/FSM/001 en date du 25 janvier 2010 est abrogé.

Article 7 - Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 12 avril 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Agence nationale pour la rénovation urbaine

Décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général pour l'ordonnancement

Le directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

Vu le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Vu le décret n°2006-1308 du 26 octobre 2006 modifiant certaines dispositions du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2007 portant approbation du règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le règlement comptable et financier de l'agence approuvé par le Ministre du Budget en date du 20 mars 2009 ;

Vu le décret du 3 juillet 2009 portant nomination de Monsieur Dominique BELLION Préfet du département de la Meurthe Et Moselle ;

Vu le décret du 1^{er} août 2008 portant nomination de M. PIERRE SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

DECIDE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Dominique BELLION Préfet du département de la Meurthe Et Moselle à l'effet de procéder à l'ordonnancement délégué des subventions concernant du programme national pour la rénovation urbaine.

Cette délégation concerne :

- les avances

- les acomptes

- le solde à partir du 1^{er} juillet 2010

Article 2 : Cette délégation est applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 pour les avances et les acomptes et, à compter du 1^{er} juillet 2010, pour le solde.

Article 3 : Le Préfet de la Meurthe Et Moselle est en charge de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Un fac-similé de cette publication sera transmis à l'agent comptable de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Paris, le 22 décembre 2009

Pierre SALLENAVE

Décision du 24 mars 2010 portant délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour l'ordonnancement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial de l'ANRU,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret 2006-1308 du 26 octobre 2006 modifiant certaines dispositions du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret du 1er août 2008 portant nomination de M. Pierre SALLENAVE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret du 3 juillet 2009 portant nomination de M. Dominique BELLION, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2007 portant approbation du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu le règlement comptable et financier de l'Agence approuvé par le ministre du budget en date du 20 mars 2009 ;

Vu la décision du 26 février 2007 portant nomination, sur proposition du préfet, de M. Michel MARTY, en tant que délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la décision du 22 décembre 2009 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence au préfet de Meurthe-et-Moselle, délégué territorial, pour l'ordonnancement des subventions ;

DECIDE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle et délégué territorial adjoint, à l'effet de procéder à l'ordonnancement délégué des subventions concernant le programme national pour la rénovation urbaine.

Cette délégation concerne :

- les avances,
- les acomptes,
- les soldes à compter du 1er juillet 2010.

Article 2 : Cette délégation sera applicable à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs pour les avances et les acomptes, et à compter du 1er juillet 2010 pour les soldes.

Article 3 : Le délégué territorial adjoint, M. Michel MARTY, est en charge de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Un fac-similé de cette publication sera transmis à l'agent comptable de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
délégué territorial de l'ANRU,
Dominique BELLION

